



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Commission des finances publiques

Rapport

Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives

(Texte adopté avec des amendements)

Procès-verbaux des séances des 16, 17, 21, 23, 29 mars et 4 avril 2017

Dépôt à l'Assemblée nationale :
n° 3117-20170405

QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE SÉANCE, LE JEUDI 16 MARS 2017	1
REMARQUES PRÉLIMINAIRES	2
ÉTUDE DÉTAILLÉE	2
DEUXIÈME SÉANCE, LE VENDREDI 17 MARS 2017.....	4
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite).....	4
TROISIÈME SÉANCE, LE MARDI 21 MARS 2017	7
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite).....	8
QUATRIÈME SÉANCE, LE JEUDI 23 MARS 2017	9
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite).....	9
CINQUIÈME SÉANCE, LE MERCREDI 29 MARS 2017.....	12
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite).....	12
SIXIÈME SÉANCE, LE MARDI 4 AVRIL 2017	15
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite).....	15
REMARQUES FINALES	18

ANNEXES

- I. Amendements adoptés
- II. Amendements rejetés, retirés ou irrecevables
- III. Liste des documents déposés

Première séance, le jeudi 16 mars 2017

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 15 mars 2017)

Membres présents :

- M. Fortin (Pontiac)
- M. Girard (Trois-Rivières)
- M. Leclair (Beauharnois), porte-parole de l'opposition officielle en matière de régimes de retraite, en remplacement de M^{me} Jean (Chicoutimi)
- M^{me} Léger (Pointe-aux-Trembles)
- M. Matte (Portneuf)
- M. Moreau (Châteauguay), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de travail, en remplacement de M. Bonnardel (Granby)
- M. Poëti (Marguerite-Bourgeoys)
- M. Reid (Orford)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

- M^{me} Isabelle Marcotte, directrice générale des régimes collectifs et de l'intersectoriel, Secrétariat du Conseil du trésor
- M^{me} Isabelle Garneau, conseillère, direction des régimes collectifs, Secrétariat du Conseil du trésor
- M. Guillaume Barrette, actuaire, Secrétariat du Conseil du trésor

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 09, M^{me} Léger (Pointe-aux-Trembles) déclare la séance ouverte.

M^{me} la secrétaire informe la Commission des remplacements.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

M. Moreau (Châteauguay) fait des remarques préliminaires.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-083 (annexe III).

M. Leclair (Beauharnois) et M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) font des remarques préliminaires.

ÉTUDE DÉTAILLÉE

Article 1 : Un débat s'engage.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-084 (annexe III).

Le débat se poursuit.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-085 (annexe III).

Le débat se poursuit.

Il est convenu de permettre à M^{me} Marcotte de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-086 (annexe III).

Le débat se poursuit.

À 13 heures, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

À 15 h 09, la Commission reprend ses travaux.

Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'article 1.

Article 2 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Garneau de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de permettre à M. Barrette de prendre la parole.

Après débat, l'article 2 est adopté.

Article 3 : Après débat, l'article 3 est adopté.

Article 4 : Après débat, l'article 4 est adopté.

Article 5 : Un débat s'engage.

À 16 h 49, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 9 minutes.

Après débat, l'article 5 est adopté.

Article 6 : Après débat, l'article 6 est adopté.

Article 7 : Après débat, l'article 7 est adopté.

Article 8 : Après débat, l'article 8 est adopté.

Article 9 : Un débat s'engage.

À 18 heures, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au vendredi 17 mars 2017, à 9 h 30.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Mathew Lagacé

Raymond Bernier

ML/sq

Québec, le 16 mars 2017

Deuxième séance, le vendredi 17 mars 2017

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 15 mars 2017)

Membres présents :

- M. Drolet (Jean-Lesage) en remplacement de M. Fortin (Pontiac)
- M. Girard (Trois-Rivières)
- M. Leclair (Beauharnois), porte-parole de l'opposition officielle en matière de régimes de retraite, en remplacement de M^{me} Jean (Chicoutimi)
- M^{me} Montpetit (Crémazie) en remplacement de M. Matte (Portneuf)
- M. Moreau (Châteauguay), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de travail, en remplacement de M. Bonnardel (Granby)
- M. Poëti (Marguerite-Bourgeoys)
- M. Roy (Bonaventure) en remplacement de M. Therrien (Sanguinet)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

- M^{me} Isabelle Marcotte, directrice générale des régimes collectifs et de l'intersectoriel, Secrétariat du Conseil du trésor
- M. Guillaume Barrette, actuaire, Secrétariat du Conseil du trésor

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 9 h 38 M. Roy (Bonaventure) déclare la séance ouverte.

M. le secrétaire informe la Commission des remplacements.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 9 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Marcotte de prendre la parole.

Après débat, l'article 9 est adopté.

Articles 10 et 11 : Il est convenu de suspendre l'étude des articles 10 et 11.

Article 12 : Un débat s'engage.

Avec la permission de M. le président, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-087 (annexe III).

Le débat se poursuit.

À 10 h 03, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 12.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 11 suspendue précédemment.

Article 11 (suite) : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Moreau (Châteauguay) de proposer deux amendements et de les étudier simultanément.

M. Moreau (Châteauguay) propose les amendements cotés Am a et Am b (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Barrette de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

À 11 h 04, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 9 minutes.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude des amendements coté Am a et Am b.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 11.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 12 suspendue précédemment.

Article 12 (suite) : Un débat s'engage.

À 12 h 30, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Mathew Lagacé

Raymond Bernier

ML/sq

Québec, le 17 mars 2017

Troisième séance, le mardi 21 mars 2017

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 15 mars 2017)

Membres présents :

- M. Bernier (Montmorency), président

- M. Fortin (Pontiac)
- M. Girard (Trois-Rivières)
- M. Leclair (Beauharnois), porte-parole de l'opposition officielle en matière de régimes de retraite, en remplacement de M^{me} Jean (Chicoutimi)
- M. Moreau (Châteauguay), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de travail, en remplacement de M. Bonnardel (Granby)
- M. Poëti (Marguerite-Bourgeoys)
- M. Polo (Laval-des-rapides)
- M. Reid (Orford)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

- M^{me} Isabelle Marcotte, directrice générale des régimes collectifs et de l'intersectoriel, Secrétariat du Conseil du trésor
- M. Guillaume Barrette, actuaire, Secrétariat du Conseil du trésor

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 15 h 31, M. Bernier (Montmorency) déclare la séance ouverte.

M^{me} la secrétaire informe la Commission des remplacements.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 12 (suite) : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Marcotte de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de permettre à M. Barrette de prendre la parole.

M. Leclair (Beauharnois) propose l'amendement coté Am c (annexe II).

À 16 h 44, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 11 minutes.

Un débat s'engage.

À 16 h 57, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Le débat se poursuit.

Avec le consentement de la Commission, M. Leclair (Beauharnois) retire l'amendement coté Am c.

Le débat se poursuit.

À 17 h 39, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Mathew Lagacé

Raymond Bernier

ML/sq

Québec, le 21 mars 2017

Quatrième séance, le jeudi 23 mars 2017

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 15 mars 2017)

Membres présents :

- M. Bernier (Montmorency), président
- M. Fortin (Pontiac)
- M. Leclair (Beauharnois), porte-parole de l'opposition officielle en matière de régimes de retraite, en remplacement de M^{me} Jean (Chicoutimi)
- M. Moreau (Châteauguay), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de travail, en remplacement de M. Bonnardel (Granby)
- M. Poëti (Marguerite-Bourgeoys)
- M. Polo (Laval-des-Rapides)
- M. Reid (Orford)

Autre participante:

M^{me} Isabelle Marcotte, directrice générale des régimes collectifs et de l'intersectoriel, Secrétariat du Conseil du trésor

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 49, M. Bernier (Montmorency) déclare la séance ouverte.

M. le secrétaire informe la Commission des remplacements.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 12 (suite) : Un débat s'engage.

Avec la permission de M. le président, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-088 (annexe III).

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 1 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Marcotte de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté à la majorité des voix.

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 2 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 12, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 1 suspendue précédemment.

Article 1 (suite) : Après débat, l'article 1 est adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 11 et des amendements cotés Am a et Am b (annexe II) suspendue précédemment.

Article 11 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M. Moreau (Châteauguay) retire les amendements cotés Am a et Am b.

À 12 h 36, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 3 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté à la majorité des voix.

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 4 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 11, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 10 suspendue précédemment.

Article 10 (suite) : Après débat, l'article 10 est adopté.

Article 13 : Après débat, l'article 13 est adopté.

Article 14 : L'article 14 est adopté.

Article 15 : Après débat, l'article 15 est adopté.

À 13 h 01, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Mathew Lagacé

Raymond Bernier

ML/sq

Québec, le 23 mars 2017

Cinquième séance, le mercredi 29 mars 2017

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 15 mars 2017)

Membres présents :

- M. Spénard (Beauce-Nord), vice-président

- M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) en remplacement de M. Girard (Trois-Rivières)
- M. Caire (La Peltrie) en remplacement de M. Bonnardel (Granby)
- M. Fortin (Pontiac)
- M. Leclair (Beauharnois), porte-parole de l'opposition officielle en matière de régimes de retraite, en remplacement de M^{me} Jean (Chicoutimi)
- M. Matte (Portneuf)
- M. Moreau (Châteauguay), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
- M. Polo (Laval-des-Rapides)

Autre participante:

M^{me} Isabelle Marcotte, directrice générale des régimes collectifs et de l'intersectoriel, Secrétariat du Conseil du trésor

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 15 h 08, M. Spénard (Beauce-Nord) déclare la séance ouverte.

M. le secrétaire informe la Commission des remplacements.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 16 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Marcotte de prendre la parole.

Après débat, l'article 16 est adopté.

Article 17 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 17.

Article 18 : Après débat, l'article 18 est adopté.

Article 19 : Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 19.

Article 20 : Un débat s'engage.

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 5 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 20, amendé, est adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 17 suspendue précédemment.

Article 17 (suite) : L'article 17 est adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 19 suspendue précédemment.

Article 19 (suite) : L'article 19 est adopté.

Article 21 : Un débat s'engage.

À 17 h 06, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 6 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

À 17 h 33, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am d (annexe II).

À 17 h 38, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Mathew Lagacé

Raymond Bernier

ML/sq

Québec, le 29 mars 2017

Sixième séance, le mardi 4 avril 2017

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 126 – Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 15 mars 2017)

Membres présents :

- M. Bernier (Montmorency), président

- M. Fortin (Pontiac)
- M. Girard (Trois-Rivières)
- M. Leclair (Beauharnois), porte-parole de l'opposition officielle en matière de régimes de retraite, en remplacement de M^{me} Jean (Chicoutimi)
- M. Moreau (Châteauguay), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de travail, en remplacement de M. Bonnardel (Granby)
- M. Poëti (Marguerite-Bourgeoys)
- M. Polo (Laval-des-Rapides)
- M. Reid (Orford)

Autre participante:

M^{me} Isabelle Marcotte, directrice générale des régimes collectifs et de l'intersectoriel, Secrétariat du Conseil du trésor

La Commission se réunit à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine de l'hôtel du Parlement.

À 15 h 25, M. Bernier (Montmorency) déclare la séance ouverte.

M. le secrétaire informe la Commission des remplacements.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 21 (suite) : Un débat s'engage sur l'amendement coté Am d (annexe II).

Il est convenu de permettre à M^{me} Marcotte de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté. Par conséquent, l'amendement coté Am d porte maintenant la cote Am 7 (annexe I).

M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 8 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

Après débat, l'article 21, amendé, est adopté.

Article 22 : Après débat, l'article 22 est adopté.

Article 23 : Après débat, l'article 23 est adopté.

Article 24 : Après débat, l'article 24 est adopté.

Article 25 : Après débat, l'article 25 est adopté.

Article 26 : Après débat, l'article 26 est adopté.

Article 27 : Après débat, l'article 27 est adopté.

Article 28 : Après débat, l'article 28 est adopté.

Article 29 : Après débat, l'article 29 est adopté.

Article 30 : Après débat, l'article 30 est adopté.

Article 31 : M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 9 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 31, amendé, est adopté.

Article 32 : L'article 32 est adopté.

Article 33 : Après débat, l'article 33 est adopté.

Article 34 : L'article 34 est adopté.

Article 35 : M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 10 (annexe I).

À 16 h 24, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Après débat, l'amendement est adopté.

Après débat, l'article 35, amendé, est adopté.

Article 36 : Après débat, l'article 36 est adopté.

Article 37 : Après débat, l'article 37 est adopté.

Articles 38 et 39 : Les articles 38 et 39 sont adoptés.

Article 40 : Après débat, l'article 40 est adopté.

Article 40.1 : M. Moreau (Châteauguay) propose l'amendement coté Am 11 (annexe I).

Un débat s'engage.

Avec la permission de M. le président, M. Moreau (Châteauguay) dépose le document coté CFP-089 (annexe III).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 40.1 est donc adopté.

Article 41 : L'article 41 est adopté.

Article 42 : Après débat, l'article 42 est adopté.

Titre du projet de loi : Le titre du projet de loi est adopté.

Sur motion de M. Bernier (Montmorency), la Commission recommande la renumérotation du projet de loi amendé.

M. Bernier (Montmorency) propose :

QUE la Commission procède à l'ajustement des références contenues dans les articles du projet de loi afin de tenir compte de la mise à jour continue du Recueil des lois et des règlements du Québec effectuée en vertu de la Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec (chapitre R-2.2.0.0.2).

La motion est adoptée.

REMARQUES FINALES

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), M. Leclair (Beauharnois), M. Moreau (Châteauguay) et M. Bernier (Montmorency) font des remarques finales.

À 17 h 34, M. le président lève la séance et la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Mathew Lagacé

Raymond Bernier

ML/sq

Québec, le 4 avril 2017

ANNEXE I

Amendements adoptés

Am 1
Art. 12

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 12 (116.1 LRRPE)

À l'article 116.1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, proposé par l'article 12 du projet de loi :

1° remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, « 2022 » par « 2023 »;

2° remplacer le deuxième alinéa par le suivant :

« À partir du 1^{er} janvier 2024, une pension visée au premier alinéa est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), indexée annuellement :

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, de la moitié du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 mais antérieur au 1^{er} janvier 2000, de l'excédent du taux de l'augmentation de l'indice des rentes, sur 3%;

3° pour la partie attribuable à du service postérieur au 31 décembre 1999, suivant la formule prévue au paragraphe 2° du présent alinéa ou de la moitié du taux de l'augmentation de l'indice des rentes, selon la plus avantageuse de ces formules. ».

Adopté

Am 2
Art. 12

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 12 (116.2 LRRPE)

À l'article 116.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, proposé par l'article 12 du projet de loi :

1° remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, « 2025 » par « 2026 »;

2° remplacer le deuxième alinéa par le suivant :

« À partir du 1^{er} janvier 2027, une pension visée au premier alinéa est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), indexée annuellement :

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, de la moitié du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 mais antérieur au 1^{er} janvier 2000, de l'excédent du taux de l'augmentation de l'indice des rentes, sur 3%;

3° pour la partie attribuable à du service postérieur au 31 décembre 1999, suivant la formule prévue au paragraphe 2° du présent alinéa ou de la moitié du taux de l'augmentation de l'indice des rentes, selon la plus avantageuse de ces formules. ».

AD 12

Am 3
Art. 11

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 11 (108.1 LRRPE)

À l'article 11 du projet de loi :

1° remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 108.1 proposé, « l'année 2018 et les années subséquentes » par « les années 2018 à 2023 inclusivement »;

2° ajouter, après le deuxième alinéa de cet article 108.1, l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des montants de pension ajoutés en vertu des articles 104 et 105 payés conformément au premier alinéa de l'article 181. ».

Adopté
re

Am 4
Art. 11

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 11 (108.2 LRRPE)

À l'article 11 du projet de loi :

1° remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 108.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement proposé, « l'année 2021 et les années subséquentes » par « les années 2021 à 2026 inclusivement »;

2° ajouter, après le deuxième alinéa de cet article 108.2, l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des montants de pension ajoutés en vertu des articles 104 et 105 payés conformément au premier alinéa de l'article 181. ».

ADote
ny

Am 5
Art. 20
(196.33)

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU
PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 20 (article 196.33)

Ajouter, après l'article 196.32 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, tel que proposé par l'article 20 du projet de loi, le suivant :

« 196.33. Les montants versés en application des articles 196.27 et 196.29 à 196.31 doivent se qualifier à titre de cotisation patronale admissible au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), chapitre 1, 5^e supplément). ».

Commentaires

Le présent amendement a pour but d'ajouter à la Loi sur le RRPE l'article 196.33, que propose d'introduire l'article 20 du présent projet de loi, afin que les montants versés au fonds des cotisations des employés soient considérés comme étant une « cotisation patronale » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Ces montants sont les suivants :

- le montant annuel de compensation (article 196.27);
- le montant de contribution égal au montant annuel de compensation (article 196.29);
- la contribution annuelle correspondant au résultat obtenu par la multiplication d'un pourcentage et de la somme des traitements des employés qui participent au RRPE une année donnée ainsi que la contribution additionnelle (article 196.30) et
- les sommes transférées du Fonds consolidé du revenu permettant de réduire le déficit du RRPE (article 196.31).

Adopté
20

Am 6
Art. 21
(211.2)

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 21 (211.2 LRRPE)

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 211.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, tel qu'inséré par l'article 21 du projet de loi, « , 211.3 et » par « et 211.3 à ».

Commentaires

Le présent amendement a pour but d'ajouter l'article 211.4 de la Loi RRPE à la liste des articles du projet de loi qui ne sont pas applicables aux juges de paix magistrats ou aux personnes ayant déjà occupé cette fonction.

Cet article 211.4, lui-même introduit par le présent projet de loi, a pour but de prévoir que le calcul des valeurs actuarielles des droits accumulés au régime doit tenir compte, aux fins de leur partage et de leur cession, des nouveaux critères d'admissibilité à une pension et du nouveau traitement admissible moyen lorsqu'une demande de relevé faisant état des droits accumulés au titre du RRPE est reçue par Retraite Québec après le 30 juin 2019, alors que la date d'évaluation des droits est déterminée à une date antérieure au 1^{er} juillet 2019.

*Doct
[Signature]*

211.2. Les articles 49, 50.3, 56, 92, 156 et 157, tels qu'ils se lisent le (*indiquer ici la date qui précède celle de la sanction de la présente loi*), continuent de s'appliquer aux juges de paix magistrats ou aux personnes ayant déjà occupé cette fonction, et ce, qu'à l'égard des années ou parties d'années créditées au présent régime alors qu'ils occupent ou ont occupé une telle fonction.

Les articles 108.1, 108.2, 116.1, 116.2, et 211.3 à et 211.5, ainsi que l'article 31 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de la présente loi*), ne s'appliquent pas aux juges de paix magistrats ou aux personnes ayant déjà occupé cette fonction, et ce, à l'égard des années ou parties d'années créditées au présent régime alors qu'ils occupent ou ont occupé une telle fonction. ».

Am 7
Art. 21
(211.3)

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 21 (211.3 LRRPE)

Remplacer l'article 211.3 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, proposé par l'article 21 du projet de loi, par le suivant :

« **211.3.** Le calcul des valeurs actuarielles en application des dispositions suivantes doit tenir compte, à compter de l'âge déterminé dans l'hypothèse actuarielle de l'âge de la retraite, de l'absence d'indexation d'une pension pendant six ans :

1° l'article 5 du Règlement sur l'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 4) lorsqu'il s'applique au présent régime, l'article 80 lorsqu'il s'agit d'une pension différée et l'article 88, et ce, dans la mesure où une demande est reçue par Retraite Québec après le (*indiquer ici la date qui précède celle de la présentation du présent projet de loi*) et avant le 1^{er} juillet 2019;

2° les articles 68 et 74 dans la mesure où le décès de l'employé survient après le (*indiquer ici la date qui précède celle de la présentation du présent projet de loi*) et avant le 1^{er} juillet 2019;

3° l'article 164 dans la mesure où la demande de relevé faisant état de la valeur des droits accumulés au titre du présent régime est reçue par Retraite Québec après le (*indiquer ici la date qui précède celle de la présentation du présent projet de loi*) et avant le 1^{er} juillet 2019, sauf si la demande est effectuée à l'égard d'une personne qui était pensionnée du présent régime à la date d'évaluation des droits;

4° l'article 167 dans la mesure où les prestations dues à titre de pensions ou de remboursements deviennent payables avant le 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une demande visée au paragraphe 3°.

Noté

Le calcul des valeurs actuarielles visé au premier alinéa doit également tenir compte, à la suite de l'absence d'indexation, de l'indexation applicable annuellement, soit :

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, la moitié du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9);

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 mais antérieur au 1^{er} janvier 2000, l'excédent du taux de l'augmentation de l'indice des rentes sur 3%;

3° pour la partie attribuable à du service postérieur au 31 décembre 1999, suivant la formule prévue au paragraphe 2° du présent alinéa ou la moitié du taux de l'augmentation de l'indice des rentes, selon la plus avantageuse de ces formules.

Malgré le deuxième alinéa, le calcul des valeurs actuarielles visé au premier alinéa qui concerne un montant de pension ajouté en vertu des articles 104 et 105 doit tenir compte, à la suite de l'absence d'indexation, de l'indexation applicable annuellement, soit l'excédent du taux de l'augmentation de l'indice des rentes sur 3%.

Le calcul des valeurs actuarielles visé aux premier, deuxième et troisième alinéas doit également tenir compte des dispositions des articles 49, 50.3 et 56, tels qu'ils se lisent le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*).

Le calcul des valeurs actuarielles visé à l'article 167 ne doit pas tenir compte, pour les prestations dues à titre de pensions ou de remboursements qui deviennent payables après le 30 juin 2019 à la suite d'une demande visée au paragraphe 3° du premier alinéa, de l'absence d'indexation. Il ne doit pas non plus tenir compte de l'indexation visée aux deuxième et troisième alinéas.

Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des valeurs actuarielles payées conformément au deuxième alinéa de l'article 180 ou au premier alinéa de l'article 181.

Le présent article s'applique malgré toute disposition réglementaire inconciliable. ».

~~Commentaires~~

Le présent amendement apporte diverses modifications de précision.

Il propose d'ajouter l'article 211.3 à la Loi sur le RRPE afin de prévoir la prise en compte de l'absence d'indexation d'une pension pour une période de 6 ans dans le calcul de certaines valeurs actuarielles lorsque l'un des événements énoncés au premier alinéa de cet article 211.3 se produit entre le 8 février 2017 et le 30 juin 2019 inclusivement.

Cet article est applicable dans diverses situations que les paragraphes 1° à 4° du premier alinéa précisent. Le paragraphe 1° vise le cas de transfert dans un compte de retraite immobilisé ou dans un fonds de revenu viager de la valeur actuarielle des prestations d'une personne qui a droit à une pension différée, ainsi que les cas du paiement à un employé de la valeur actuarielle de sa pension lorsqu'il est atteint d'une maladie en phase terminale ou d'une invalidité totale et permanente. Le paragraphe 2° concerne le paiement de la valeur actuarielle d'une pension lorsqu'un employé ou un ex-employé décède. Les paragraphes 3° et 4° trouvent application à l'occasion du partage du patrimoine familial. Le paragraphe 3° porte plus précisément sur le calcul de la valeur actuarielle des droits accumulés par l'employé qui n'est pas un pensionné à la date d'évaluation de ses droits, et ce, dans la mesure où une demande de relevé faisant état de la valeur de ces droits est reçue par Retraite Québec entre le 8 février 2017 et le 30 juin 2019 inclusivement. Pour sa part, le paragraphe 4° vise le calcul de la valeur actuarielle du montant de réduction applicable aux prestations dues à titre de pensions ou de remboursements qui deviennent payables à cet employé avant le 1^{er} juillet 2019.

Le deuxième alinéa de l'article 211.3 énonce que le calcul des valeurs actuarielles visées dans le premier alinéa doit tenir compte, une fois la période de l'absence d'indexation de 6 ans terminée, de différents taux d'indexation variant selon les années créditées.

Le troisième alinéa constitue une exception au deuxième alinéa; il prévoit que le calcul relatif aux prestations additionnelles (articles 104 et 105 de la Loi) doit tenir compte, à la suite de l'absence d'indexation, de l'indexation applicable annuellement, soit l'excédent du taux de l'augmentation de l'indice des rentes sur 3%.

Le quatrième alinéa de l'article 211.3 spécifie que les dispositions concernant les critères d'admissibilité à une pension (article 49), le traitement admissible moyen (article 50.3) ainsi que la réduction actuarielle applicable lors de la prise d'une retraite anticipée (article 56), qui sont en vigueur au 8 février 2017 sont

applicables pour le calcul des valeurs actuarielles visé aux premier, deuxième et troisième alinéas.

Le cinquième alinéa de l'article 211.3 indique que le calcul de la valeur actuarielle du montant de réduction applicable aux prestations dues à titre de pensions ou de remboursements qui deviennent payables à cet employé après le 30 juin 2019, à la suite d'une demande visée au paragraphe 3° du premier alinéa, ne doit pas tenir compte de l'absence d'indexation ni des taux d'indexation applicables à la suite de cette absence.

Le sixième alinéa prévoit que l'article 211.3 ne s'applique qu'à l'égard d'une valeur actuarielle dont le paiement est pris, en tout ou en partie, sur le fonds des cotisations des employés.

Enfin, le dernier alinéa de l'article 211.3 stipule que cet article s'applique malgré toute disposition réglementaire inconciliable. Il a été jugé utile d'introduire cette règle afin d'écartier toute éventuelle difficulté d'interprétation et d'application, et ce, malgré le principe selon lequel les dispositions d'une loi prévalent sur celles d'un règlement. Concrètement, en regard des situations visées par l'article 211.3, cette règle met de côté l'application de normes qui sont notamment prévues par le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12-1, r. 1) et le Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12-1, r. 1.2).

Am 8
Art. 21
(211.4)

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU
PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 21 (211.4 LRRPE)

Remplacer l'article 211.4 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, tel qu'inséré par l'article 21 du projet de loi, par le suivant :

« **211.4** Le calcul des valeurs actuarielles des droits accumulés au titre du présent régime aux fins de leur partage et de leur cession, en application de l'article 164, fait à la suite d'une demande de relevé faisant état de la valeur de ces droits reçue par Retraite Québec après le 30 juin 2019, doit tenir compte des articles 49 et 50.3, tels qu'ils se lisent le 1^{er} juillet 2019, alors que la date d'évaluation de ces droits est déterminée à une date antérieure au 1^{er} juillet 2019.

Le présent article ne s'applique pas lorsqu'une telle demande est effectuée à l'égard d'une personne qui était pensionnée du présent régime à la date d'évaluation. ».

Commentaires

Le présent amendement est une reformulation ayant pour objet d'apporter des précisions à la règle concernée.

Les ex-conjoints peuvent obtenir l'évaluation des droits accumulés au RRPE au moyen d'une demande de relevé faisant état des droits accumulés au titre de ce régime. Retraite Québec évalue ces droits à une date précise, soit la date de cessation de la vie commune, la date d'introduction de l'instance ou la date déterminée dans la transaction notariée qui règle les conséquences de la dissolution de l'union civile.

Le présent amendement a pour but de prévoir l'application des nouvelles dispositions concernant les critères d'admissibilité à une pension (article 49) et le traitement admissible moyen (article 50.3) lorsqu'une demande de relevé faisant état des droits accumulés au titre du RRPE est reçue par Retraite Québec après

Adopté
[Signature]

le 30 juin 2019, alors que la date d'évaluation de ces droits est déterminée à une date antérieure au 1^{er} juillet 2019, et ce, à l'égard d'une personne qui, à cette date d'évaluation, n'était pas pensionnée du RRPE.

Am 9
Art. 31

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 31

Remplacer le troisième alinéa de l'article 31 par le suivant :

« Le présent article ne s'applique pas si la pension différée visée au premier ou au deuxième alinéa est également visée à l'article 211.3 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement. ».

Commentaires

Le présent amendement est une reformulation ayant pour objet de clarifier la règle voulant qu'une valeur actuarielle calculée conformément à l'article 211.3 de la Loi sur le RRPE soit exclue de l'application du présent article 31. En effet, le calcul d'une telle valeur actuarielle doit tenir compte de l'absence d'indexation et des taux d'indexation différents de ceux actuellement applicables à la suite de l'absence d'indexation, et non pas de la nouvelle règle prévoyant l'utilisation du traitement moyen des 5 années où le salaire a été le plus élevé.

Rappelons que l'article 211.3, que propose d'introduire l'article 21 du présent projet de loi, prévoit la prise en compte de l'absence d'indexation d'une pension pour une période de 5 ans et, par la suite, d'une indexation selon des taux différents de ceux actuellement applicables, dans le calcul de certaines valeurs actuarielles lorsque l'un des événements énoncés au premier alinéa de cet article 211.3 se produit entre le 8 février 2017 et le 30 juin 2019 inclusivement, ainsi que la prise en compte d'autres modalités de calcul, applicables selon les situations visées.

ADOK
ly

Am 10
Art. 35

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA
PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 35

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 35 du projet de loi, « cinq » par
« six ».

Adopté
[Signature]

PROJET DE LOI N° 126

Am 11
Art. 40.1

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ
DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS
LÉGISLATIVES

Amendement

Article 40.1 (nouvel article)

Insérer, après l'article 40, le suivant :

« **40.1.** Tout boni ou rémunération variable fondé sur le rendement et accordé à une personne nommée par le gouvernement ou par l'Assemblée nationale à qui sont applicables, en tout ou en partie, les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein (décret n° 450-2007 (2007, G.O. 2, 2723)), ne fait pas partie du traitement de base ni du traitement admissible au sens de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1) et de tout règlement et décret édictés en vertu de cette loi.

De plus, l'ajustement de la rémunération versé à un régisseur dont le traitement est égal au maximum de l'échelle salariale que détermine le gouvernement par règlement, en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 7.14 de la Loi sur la Régie du logement (chapitre R-8.1), ainsi que l'ajustement de la rémunération versé à un membre dont le traitement est égal au maximum de l'échelle salariale que détermine le gouvernement par règlement, en vertu de paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 56 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 61 de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1), y compris par les règlements pris en vertu des dispositions équivalentes de la loi ancienne que la Loi instituant le Tribunal administratif du travail a remplacée, ne font pas partie du traitement de base ni du traitement admissible visés au premier alinéa.

En outre, l'ajustement de la rémunération versé sous forme forfaitaire, à une personne visée au premier ou au deuxième alinéa, en application d'une disposition législative faisant en sorte que sa rémunération ou son traitement une fois fixé ne soit réduit, ne fait pas partie du traitement de base ni du traitement admissible visés au premier alinéa.

Le présent article est déclaratoire. De plus, il a effet malgré le jugement de la Cour supérieure rendu le 7 février 2017 (200-17-023922-164) impliquant Retraite Québec et malgré la décision arbitrale faisant l'objet de ce jugement rendu le 25 février 2016. ».

Adopté
M. J.

Commentaires

Le présent amendement propose l'ajout de l'article 40.1 au présent projet de loi afin de confirmer l'application retenue jusqu'à maintenant par Retraite Québec d'exclure du traitement de base et du traitement admissible aux fins du calcul de la pension, certaines sommes accordées aux titulaires d'un emploi supérieur. Le traitement admissible et le traitement de base sont définis aux articles 25 et 26 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1) et à l'article 2 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r.1).

Plus spécifiquement, le premier alinéa de l'article 40.1 vise à exclure tout boni ou rémunération variable fondé sur le rendement versé à une personne nommée par le gouvernement (ex. : un administrateur d'État) ou par l'Assemblée nationale (ex. : membre de la Commission d'accès à l'information).

Le deuxième alinéa vise à exclure l'ajustement de la rémunération versé sous forme de forfaitaire à un membre de la Régie du logement (RDL), du Tribunal administratif du travail (TAT) et du Tribunal administratif du Québec (TAQ). L'ajustement de la rémunération tient lieu de boni. L'expression « boni au rendement » ne peut plus être utilisée lorsqu'il s'agit des membres de tribunaux administratifs considérant que leur rémunération ne peut être liée à l'évaluation de leur rendement en raison de leur indépendance judiciaire.

Le troisième alinéa vise à limiter les recours possibles des titulaires d'un emploi supérieur qui voudraient que soit inclut au traitement de base et au traitement admissible, tout ajustement de la rémunération qui leur est versé sous forme de forfaitaire en guise de non réduction de leur rémunération garantie par leur loi constitutive. En effet, les tribunaux ont interprété certaines lois qui encadrent les conditions de travail de certains titulaires de façon à leur garantir un niveau de traitement ou de rémunération qui ne pourra être diminué, même si un boni ou un ajustement forfaitaire ne leur sont plus accordés.

Enfin, le dernier alinéa donne un effet déclaratoire aux dispositions de l'article 40.1. En plus de confirmer, de manière expresse et rétroactive, la pratique de Retraite Québec, il écarte par le fait même, les décisions qui ont été rendues à l'encontre de l'intention du législateur au moment de l'adoption de la loi et de la réglementation applicable.

En somme, cet article vient assurer un traitement équitable à tous les titulaires d'un emploi supérieur dans la détermination de leur pension.

ANNEXE II

Amendements rejetés, retirés ou irrecevables

Am d
Art. 11

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 11 (108.1 LRRPE)

Ajouter, après le deuxième alinéa de l'article 108.1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, tel qu'inséré par l'article 11 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des montants de pension ajoutés en vertu des articles 104 et 105 payés conformément au premier alinéa de l'article 181. ».

Commentaires

Le présent amendement a pour but d'ajouter une précision quant au champ d'application de l'article 108.1. En effet, l'absence d'indexation d'une prestation additionnelle ne s'appliquera qu'aux prestations additionnelles payables sur le fonds des cotisations des employés, tel qu'énoncé au premier alinéa de l'article 181 de la Loi sur le RRPE.

Cet article 108.1, lui-même introduit par le présent projet de loi, prévoit que les montants des prestations additionnelles ne fassent pas l'objet d'une indexation pour l'année 2018 et les années subséquentes. Les montants des prestations additionnelles ici visés sont ceux ajoutés à la pension d'un employé qui a cessé de participer au régime avant le 1^{er} janvier 2017 ou, s'il est inscrit sur une liste de rappel, a cessé d'occuper une fonction avant cette date. Dans le cas d'une pension différée, il s'agit des montants des prestations additionnelles ajoutés à la pension d'un employé ayant pris sa retraite avant le 1^{er} janvier 2017. Il en est de même des pensions payables au conjoint d'un de ces employés.

Retire
Rég

PROJET DE LOI N° 126

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amendement

Article 11 (108.2 LRRPE)

Ajouter, après le deuxième alinéa de l'article 108.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, tel qu'inséré par l'article 11 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des montants de pension ajoutés en vertu des articles 104 et 105 payés conformément au premier alinéa de l'article 181. ».

Commentaires

Le présent amendement a pour but d'ajouter une précision quant au champ d'application de l'article 108.2. En effet, l'absence d'indexation d'une prestation additionnelle ne s'appliquera qu'aux prestations additionnelles payables sur le fonds des cotisations des employés, tel qu'énoncé au premier alinéa de l'article 181 de la Loi sur le RRPE.

Cet article 108.2, lui-même introduit par le présent projet de loi, prévoit que les montants des prestations additionnelles ne fassent pas l'objet d'une indexation pour l'année 2021 et les années subséquentes. Les montants des prestations additionnelles ici visés sont ceux ajoutés à la pension d'un employé qui a cessé de participer au régime après le 31 décembre 2016 et avant le 1^{er} juillet 2019 ou, s'il est inscrit sur une liste de rappel, a cessé d'occuper une fonction à ces mêmes dates. Dans le cas d'une pension différée, il s'agit des montants des prestations additionnelles ajoutés à la pension d'un employé ayant pris sa retraite à ces dates. Il en est de même des pensions payables au conjoint d'un de ces employés.

*Retire
les*

PROJET DE LOI N° 126

Am C
Art. 12

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ
DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT (Opposition officielle)

ARTICLE 12

Modifier l'article 12 par l'insertion, après le deuxième alinéa de l'article 116.1, de l'alinéa suivant :
«L'indexation prévue à l'article 15 est rétablie, dès le 1^{er} janvier de l'année suivant une évaluation actuarielle qui démontre le remboursement de 45% de la part du déficit attribuable aux retraités», et par la modification du troisième alinéa, par le remplacement des mots « premier et deuxième » par « trois premiers ».

Retire


Am d
Art. 21
(211.3)

L'Am d est adopté.

Il porte maintenant la

cote Am 7

ANNEXE III

Liste des documents déposés

Liste des documents déposés

Secrétariat du Conseil du trésor. [Propositions d'amendements au projet de loi n° 126, Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives]. Non daté. Non paginé. Déposé le 16 mars 2017.	CFP-083
Secrétariat du Conseil du trésor. [Efforts financiers des actifs et des retraités]. Non daté. 1f. Déposé le 16 mars 2017.	CFP-084
Secrétariat du Conseil du trésor. [Tableau des efforts financiers pour une suspension d'indexation de 5 à 9 ans]. Non daté. 1f. Déposé le 16 mars 2017.	CFP-085
Secrétariat du Conseil du trésor. [Taux d'augmentation de l'indice des rentes (TAIR) pour chaque année depuis 2000]. Non daté. 1f. Déposé le 16 mars 2017.	CFP-086
Secrétariat du Conseil du trésor. [Clauses d'indexation des retraités]. Non daté. 1f. Déposé le 17 mars 2017.	CFP-087
Secrétariat du Conseil du trésor. [Restructuration du régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)]. Non daté. 1f. Déposé le 23 mars 2017.	CFP-088
Regroupement des associations de cadres en matière d'assurance et de retraite. [Lettre concernant le projet de loi 126 – Amendement article 40.1 destinée au Président du Conseil du trésor]. 21 mars 2017. 5 p. Déposé le 4 avril 2017.	CFP-089